

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Communiqués de "Forces Militantes pour la Démocratie et
le Socialisme"

**CPE : un combat frontal de grande ampleur est engagé
Projet socialiste : il faut une autre méthode**

- Social - CPE, CNE -

Date de mise en ligne : mercredi 8 mars 2006

Démocratie & Socialisme

Les militants représentant les coordinations territoriales de Forces Militantes pour la Démocratie et le Socialisme, réunis le 4 mars 2006 en Collectif National à l'Assemblée Nationale, ont débattu des luttes sociales actuelles à partir de leurs expériences de terrain et ont discuté de ce que devrait être le Projet Socialiste, dans la perspective du Conseil National du 11 mars.

A propos de l'actualité sociale et politique, un combat frontal de grande ampleur est engagé

Prenons trois exemples récents :

- ▶ La loi sur l'égalité des chances (!) incluant le CPE est adoptée en utilisant le 49-3 à l'Assemblée et au prix de manoeuvres honteuses vis-à-vis des centristes au Sénat, avec des méthodes et un calendrier qui s'efforcent de minimiser les mobilisations syndicales. De plus, comme nous avons pu le démontrer de manière précise, les arguments utilisés par M. de Villepin pour faire passer en force cette mesure inique va au-delà de ce qui est permis dans un débat politique et touche souvent à la désinformation, voire au mensonge. Enfin, quelle imposture que de présenter comme un remède au chômage une mesure qui permet de licencier plus facilement !
- ▶ Chirac, et bien d'autres avec lui, avaient promis pour faire passer le oui au référendum que la directive Bolkenstein était enterrée. On vient de constater qu'il n'en est rien. Elle vient d'être approuvée par le Parlement européen avant de passer devant la Commission et le Conseil des ministres européens. On a voulu nous faire croire de plus que les derniers amendements résultants d'un accord PSE-PPE gommaient tous les inconvénients dénoncés précédemment. Certains députés socialistes européens (hélas, pas tous) ont bien montré qu'il n'en était rien, et que le dernier texte contenait encore tous les éléments qui lui avaient été reprochés. En parallèle, on nous dit que les négociations au sein de l'OMC visant à une libéralisation mondiale des services (l'AGCS qui contient des dispositions encore plus nuisibles que la directive Bolkenstein) avancent bien. Rappelons que si l'Union Européenne adopte les résultats de ces négociations, ceux-ci s'imposeront à tous les membres de l'Union.
- ▶ Enfin, profitant d'une maladresse du groupe italien ENEL actionné par l'ex-Générale des Eaux (Véolia), et s'abritant de manière opportuniste sous le drapeau de la défense des intérêts français, le Gouvernement revient de manière éhontée sur sa promesse de garder 70% du capital de GDF, et annonce, sans aucune consultation, une fusion Suez-GDF qui, de fait privatise GDF, et monte un redoutable concurrent pour EDF.

C'est donc à marche forcée, pour créer une situation de non retour, une série de mesures de libéralisation sans freins d'une grande partie de notre économie au profit du capitalisme financier international qui se développe jour après jour ; et cela, au mépris de toutes les règles d'un débat politique, social et démocratique normal, et avec le plus grand cynisme.

Le tout s'accompagne d'une propagande idéologique monstrueuse relayée par les médias, visant à qualifier d'archaïque et d'anti-européen, voire de tenants d'une économie planifiée à la soviétique tous ceux qui contestent cette politique.

Pourquoi est ce possible ? Parce que la Gauche et les syndicats sont affaiblis par leurs divisions et la mise en valeur de leurs particularismes, parce leur crédibilité politique est sérieusement entamée aux yeux mêmes de ceux qui souffrent le plus de ces mesures. Parce que, depuis déjà longtemps, bien des batailles politiques et idéologiques ont été perdues par la Gauche. Parce que les quelques contre-propositions émises sont trop timides et ne répondent pas aux besoins.

Alors il est temps de dire stop. Les mobilisations contre les mesures libérales commencent à prendre de l'ampleur, malgré ce qu'on essaie de nous faire croire. Le Parti Socialiste, qui est le principal parti d'opposition, doit aller beaucoup plus loin que ce qui a déjà été fait, par exemple sur le CPE.

Il faut que la résolution a minima du 8 février prise par les partis et organisations de gauche se muscle et se traduise sur le terrain par une vraie organisation d'opposition et de propositions alternatives.

Ne refusons pas le combat qui nous est imposé ! Nous sommes attentifs aux demandes de plus en plus nombreuses émanant du mouvement social, des syndicats, des militants partis de gauche pour construire le plus rapidement possible par des méthodes mobilisatrices et démocratiques un véritable débouché politique unitaire aux luttes actuelles. Nous prendrons toute notre part dans cette construction.

Dans l'immédiat, il faut que la manifestation unitaire du 7 Mars à laquelle nous appelons à participer massivement soit un succès qui oblige le Gouvernement à reculer ; elle doit marquer une avancée décisive dans le combat frontal qui est engagé. Cette manifestation, et celles qui vont suivre, devront afficher clairement des débouchés politiques en demandant la démission immédiate d'un Gouvernement procédant par coups de force illégitimes

Projet du Parti Socialiste

La méthode proposée pour l'élaboration du Projet Socialiste paraît largement inadaptée par rapport à la situation actuelle :

On ne peut pas dire, sauf à se faire plaisir, que les attentes vis-à-vis du Projet Socialiste (avec un grand P et un grand S) s'expriment pour l'instant de manière forte. Ce qui est attendu en priorité de l'opposition, c'est que sur les atteintes au code du travail, sur les pressions à la baisse des salaires, sur le chômage de masse, sur les privatisations, sur les retraites, sur les difficultés de logement, sur l'insécurité croissante et à plusieurs dimensions, sur les atteintes aux services publics, ..., d'abord fasse tout ce qui est en son pouvoir pour faire reculer le Gouvernement et ensuite fasse des propositions concrètes pour montrer qu'une autre politique est possible. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille renoncer à conférer au Projet une certaine ambition. Mais, est ce que le « zinzin » monté pour l'élaboration du Projet (Une Commission nationale rassemblant tous les présidentiables, des Etats Généraux autour des seules propositions socialistes, thématiques, sans référence à un cadre global et pilotées par les secrétaires nationaux, etc.) est-il vraiment susceptible de mobiliser les militants, la Gauche et ses sympathisants ? Evidemment, non.

Il nous apparaît qu'il faut prendre appui sur la mobilisation sociale en cours pour vraiment « ouvrir les portes et les fenêtres », comme cela a été proposé, c'est-à-dire définir de manière ouverte les formes de résistances à promouvoir, le cadre de la transformation sociale que nous souhaitons et les mesures d'urgence à prendre en cas d'alternance. Le PS saura-t-il surmonter ses méfiances vis-à-vis de ce type de démarche et montrer ainsi qu'il est conscient de la gravité de la situation ; nous le souhaitons.

Quant au calendrier, dont beaucoup ont déjà dénoncé le caractère tacticien, il faut redire que, si le projet est adopté, comme prévu en juin, il n'est pas besoin d'attendre Novembre pour désigner le candidat du parti. Il faut évidemment poursuivre les discussions avec l'ensemble de la gauche sur les candidatures, les rassemblements, les conditions de désistements et surtout sur le programme de législation.

Le cadrage proposé nous paraît, sur le fond, ne pas répondre aux attentes des français et au diagnostic de la situation actuelle ; c'est pourquoi, nous déposerons devant les militants un projet proposant cette alternative et découlant de tous les acquis accumulés durant la campagne du non socialiste au référendum ; tout naturellement, nous soutiendrons le candidat à la présidentielle dont les propositions seront les plus proches des nôtres.

Affirmons d'abord que le projet doit être court, lisible et doit parler aux Français, à tous les Français. En terme de cadrage, et par opposition à ce qui est proposé, nous pensons que notre projet devra s'articuler autour des axes suivants :

1. Une analyse de la situation actuelle qui parte du vécu des français et en particulier de ceux qui souffrent et qui explique les causes et les interrelations. Parmi ces causes, en dehors même de la politique de la droite, on mettra aussi l'accent sur l'impact de nos renoncements passés, nos défaites idéologiques et la nécessaire cure de désintoxication par rapport aux pressions des élites libérales ou social libérales à laquelle il va falloir procéder. Non par souci d'auto flagellation, mais pour redonner confiance dans notre action et nos propositions. On mettra aussi en évidence les relations avec la situation mondiale et l'état de l'Union européenne.

2. Les principales mesures d'urgence sociale qui nous paraissent indispensables pour répondre aux souffrances et aux énormes besoins d'environ 15 millions de français en difficulté qui doivent être considérés comme notre priorité absolue. Les modalités de définition et d'application de ces mesures devront être précisées. On dira donc comment dépasser les fausses contraintes économiques qui servent de prétexte aux réformes à minima. Ce qui revient à créer des rapports de force favorables, contre les intérêts réactionnaires et capitalistes.

3. Les trois ou quatre démarches (démarches plutôt que mesures) qui engagent progressivement la construction d'une société nouvelle qui ait à nouveau du sens pour les citoyens, quelque soit leur origine et leur couleur de peau : Elles concernent la démocratie et la République, la construction d'un nouvel ordre public social, l'éducation, et ce qui peut vraiment changer la vie. On mettra aussi l'accent sur la nécessité de libérer les médias de l'emprise des grands groupes industriels et financiers.

4. Enfin, la nécessité pour la France de jouer en Europe et dans le monde un rôle moteur et novateur dans l'opposition résolue au néo libéralisme économique, au capitalisme financier, à la destruction de la planète, à la montée des inégalités et des fanatismes extrémistes, et dans la place prépondérante donnée à l'investissement humain. On montrera quels sont les dynamiques et les rapports de forces qui permettent de le faire concrètement.

Au vu de ce qu'est passé le 29 mai, des mouvements sociaux en cours, des analyses dont nous disposons sur les attentes des Français et sur les transformations sociales qui sont déjà en cours, nous estimons que la vraie modernité ne consiste pas à encenser le social libéralisme, mais au contraire à assumer pleinement un socialisme du 21ème siècle en construction collective. Parler d'archaïsme parce qu'on refuse de céder aux diktats du capitalisme financier qui détruit le monde et nos valeurs collectives, c'est renoncer au socialisme.